

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46516

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ening anti-blasphemy legislation, since they wanted to attack religion themselves without risking prosecution.

The rise of National Socialism after 1930 posed a fresh set of problems. Many of the Jewish victims of Nazi physical attacks were identified with the political left. Was what happened to them politically, religiously or racially motivated? In court, it made a difference. »Antisemitism of the deed«, in short, pushed the boundaries of the Republic's legal system throughout the Republic's existence.

Walter makes a convincing case that persistent, low-level anti-Jewish violence contributed significantly to a growing sense of Germany's Jews as unassimilable – a permanent source of distraction and agitation, more trouble than they were worth. He is too careful a scholar to pick up Daniel Goldhagen's »eliminationist« thesis. His work does, however, demonstrate that popular attitudes were increasingly receptive to the concepts of segregation and exclusion advocated by the extreme Right. That growing synergy culminated in November 1938, when the *Kristallnacht* pogrom was followed by the large-scale incarceration of Jews in concentration camps. It was the first time Jews as Jews had been afforded a »privilege« theretofore largely reserved for »Aryans«. It would not be the last.

Antisemitism was not itself a crime in the Weimar Republic. Walter asserts that making it criminal would have been politically impossible. Contemporary US experiences with the concept of »hate crime« indicates as well that criminalizing thought is extremely difficult to justify and enforce in an open society such as Weimar.

And that brings this review back to Artur Zucker. The weakest suffer most in an uncivil society. Zucker's behavior is, however, part of a large body of evidence that not all German Jews remained personally passive in the face of uncivility. A familiar American folksong goes: »I'm not much good at fighting/But I'll die before I'll run!« Zucker's belligerence, multiplied by hundreds and thousands, might have forced the hand of Weimar's legal system by showing that the antisemitic Right did indeed represent more than a marginal threat to public order. And Germany's Jews might also have delivered a message to an enemy that ultimately understood nothing but force: »Germany is *our* country! And we'll fight before we'll run!«

Dennis E. SHOWALTER, Colorado Springs

Hans MOMMSEN, *Von Weimar nach Auschwitz. Zur Geschichte Deutschlands in der Weltkriegsepoche. Ausgewählte Aufsätze. Mit einer Würdigung von Ian KERSHAW*, Stuttgart (DVA) 1999, 439 S.

Sous ce titre, Hans Mommsen, spécialiste reconnu de l'histoire de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle allemand, a réuni seize contributions publiées au cours des deux dernières décennies. Un second volume à paraître traitera de ses contributions sur la résistance allemande au nazisme. Précédé d'une introduction élogieuse de l'historien anglais Ian Kershaw, l'ouvrage analyse dans une première partie (154 p.) la crise du système parlementaire libéral de Weimar en soulignant notamment la responsabilité des élites conservatrices et la désaffection de la jeune génération par rapport au régime républicain, qui ont favorisé le développement d'un »nationalisme irrationnel«. L'analyse structurelle qui sous-tend la première partie est poursuivie dans la seconde (254 p.) sur la montée du nazisme, les motifs de son acceptation par une large majorité de la population et la désintégration progressive des normes et valeurs traditionnelles de l'État et de la société.

Fondée sur une vaste connaissance des travaux historiques sur la période, une maîtrise indéniable de l'analyse et le souci d'éclairer les Allemands d'aujourd'hui sur leur responsabilité quant à la mémoire de ce passé, certaines thèses de Mommsen ont cependant suscité des controverses de portée internationale. Tel fut notamment le cas de sa réfutation de ce



qu'il appelle »la légende« d'une instigation nazie de l'Incendie du *Reichstag*, qui serait, selon lui, le seul fait de van der Lubbe, les nazis se contentant d'en tirer parti pour écraser ensuite l'opposition communiste et socialiste. Tel est aussi le cas de sa thèse de la »radicalisation cumulative« réfutant l'existence d'un projet initial d'extermination des juifs (intentionnaliste) pour attribuer le génocide à la surenchère des instances bureaucratiques durant la dernière phase de la guerre (fonctionnaliste). Attribuer la »Solution finale« à une chaîne d'improvisations dans le contexte d'un plan de germanisation des territoires de l'Est conduit à une double contradiction. Mentionner d'une part l'existence d'un tel plan lié à la thèse de l'espace vital, déjà formulée depuis le II<sup>e</sup> Reich, n'est-ce pas reconnaître la part importante de l'idéologie. Et comment concevoir d'autre part l'éradication des juifs d'Europe occidentale si cette éradication ne s'inscrivait que dans un projet de colonisation de territoires d'Europe orientale? S'il est vrai qu'avec la »guerre de race« menée contre l'URSS, on assiste à une orgie de barbarie, le mépris de la vie humaine dont elle témoigne ne se substitue pas à l'antisémitisme, comme le suggère Mommsen lorsqu'il met sur le même plan la mise à mort des malades mentaux, le gazage des juifs et des prisonniers de guerre inaptes au travail et »le sort des travailleurs forcés et des Slaves« (p. 276). Ce qui lui vaut, comme il le reconnaît d'ailleurs, le reproche de certains jeunes historiens allemands de minimiser la spécificité de la »Solution finale«. Tendence qu'il prolonge par l'évocation de l'épuration ethnique, que constituerait, selon lui, quoique sous une forme moins cruelle, l'expulsion ultérieure des Allemands de Pologne et de Tchécoslovaquie dont la plupart auraient été »instrumentalisés contre leur volonté par le national-socialisme (p. 307).

Le débat entre intentionnalistes et fonctionnalistes, souvent véhément dans les années 80, dont bon nombre de ces contributions portent la marque, semble quelque peu dépassé depuis l'*Historikerstreit* puis la polémique autour de l'ouvrage de Goldhagen sur *Les bourreaux volontaires d'Hitler*. La conférence encore inédite de Mommsen intitulée »Barbarie et Génocide« (p. 268–282) tout en accordant plus de place à l'idéologie dans la »Solution finale« maintient son insertion dans le projet de germanisation des territoires de l'Est et celle d'Hitler »dictateur faible« par rapport à Himmler et à la hiérarchie bureaucratique nazie lui déniait ainsi le niveau de décision suprême, qui était le sien sur une question aussi fondamentale que l'extermination des juifs d'Europe.

Comme le soulignait déjà Philippe Burrin dans la revue d'histoire *Vingtième Siècle* d'octobre–décembre 1987, »les fonctionnalistes« ont échoué à convaincre qu'Hitler n'a pas été le responsable des grandes directions prises par le régime.

Rita THALMANN, Paris

Christof DIPPER, Rainer HUDEMANN, Jens PETERSEN (Hg.), *Faschismus und Faschisten im Vergleich. Wolfgang Schieder zum 60. Geburtstag*, Schernfeld (SH-Verlag) 1998, 276 S. (Italien in der Moderne, 3).

Cette publication d'un colloque en hommage à Wolfgang Schieder, l'un des pionniers de l'histoire comparée des fascismes, comporte 14 contributions subdivisées en quatre parties thématiques. Sont traités successivement: le débat historiographique sur la nature du fascisme italien, l'analyse du racisme et du fascisme en Italie et en Allemagne avant et pendant l'avènement au pouvoir, les variantes de la collaboration. On ne s'étonnera pas de la centralité du débat sur la nature du fascisme italien. W. Schieder est, en effet, parti du modèle italien pour dresser un inventaire de ses caractéristiques et voir dans quelle mesure elles sont présentes dans les autres modèles de fascismes. De plus, la polémique engagée à partir de 1970 par Renzo de Felice estimant que depuis la Shoah il n'y a pas de comparaison possible entre le nazisme et le fascisme italien, se poursuit ici, en particulier avec Renzo COLLETTI, qui accuse ce dernier de sous-estimer, voire de relativiser, le racisme d'exclusion des années